



2834. Revis par Vincent TASTET
Interlocuteur 29/04/2014

PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE

**PROCES-VERBAL DE LA VISITE DE LA SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE
POUR LA SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES
ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC ET LES IMMEUBLES DE GRANDE
HAUTEUR.**

La sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur s'est réunie ce jour, le mardi 27 mars 2012 à 9h 30, afin de procéder à la visite de contrôle de la cité scolaire Albert Camus située 131, rue Pierre Joigneaux à Bois-Colombes.

DESCRIPTIF :

L'ensemble de cet établissement de type R, susceptible d'accueillir 2 250 élèves, est classé en 1^{ère} catégorie des établissements recevant du public.

Il est composé de :

- ⇒ deux bâtiments (lycée et collège) R + 3 ;
- ⇒ un bâtiment à simple rez-de-chaussée d'une surface de 133 m² à usage d'infirmerie ;
- ⇒ un bâtiment d'un étage sur rez-de-chaussée et sous-sol comprenant une piscine (25 m x 10m), des locaux techniques, une salle de danse (250 m²), des vestiaires, trois salles de gymnastique, une salle de musculation, des réserves et une salle des professeurs ;
- ⇒ un bâtiment à simple rez-de-chaussée sur un sous-sol, comportant une cuisine ouverte, une zone de restauration réservée aux élèves, une salle à manger réservée aux professeurs, une salle d'études, une salle de réunions, deux ateliers accessibles aux élèves, une zone "groupe froid" et réserve.

Le gymnase et l'ensemble de restauration sont totalement isolés des bâtiments scolaires. Ils sont de ce fait classés respectivement en 2^{ème} catégorie des établissements recevant du public de type X et de type N.

L'établissement dispose des installations techniques suivantes :

- SSI de catégorie A sans détection automatique d'incendie (bâtiment principal) ;
- SSI de catégorie E équipement d'alarme de type 2b (gymnase) ;
- désenfumage naturel de l'ensemble de la restauration ;
- éclairage de sécurité par blocs autonomes ;
- 4 chaufferies au gaz (une pour le lycée, une pour le bâtiment demi-pension et une pour le gymnase, une pour le bâtiment des logements de fonction).

La dernière visite de contrôle a été effectuée le 16 février 2010.

MBG

Depuis cette visite un dossier transmis concernant la restructuration et l'extension du collège du groupe scolaire (PC n°092 009 11 E0024) a été déposé il a fait l'objet du procès-verbal n°443/11 du 29 juin 2011. Les travaux sont prévus été 2012 pour une durée de 2 ans. A l'issue des travaux le collège et le lycée seront des établissements indépendants.

RAPPORTS DE VERIFICATION :

Préalablement à la visite, la sous-commission a pris connaissance des documents suivants :

- registre de sécurité tenu à jour ;
- dossier technique amiante créé le 23 mai 2006 sans mise à jour ;
- rapport de vérification réglementaire en exploitation de l'ascenseur établi par l'organisme agréé QUALICONSULT EXPLOITATION le 19 mars 2012 ;
- rapport de vérification réglementaire en exploitation des installations électriques établi par l'organisme agréé QUALICONSULT EXPLOITATION en 2011 ;
- rapport de vérification réglementaire en exploitation des installations électriques établi (code du travail) par l'organisme agréé QUALICONSULT EXPLOITATION en date du 23 mai 2011 ;
- rapport de vérification réglementaire en exploitation relatif à la vérification triennale du SSI établi par l'organisme agréé QUALICONSULT EXPLOITATION en date du 16 février 2012 ;
- rapport de vérifications réglementaires des installations de gaz combustible et les installations de production de chaleur établi par l'organisme agréé QUALICONSULT EXPLOITATION en date du 23 mars 2012.

ESSAIS :

Au cours de la visite, la sous-commission départementale pour la sécurité a fait procéder aux essais suivants :

Lors de la visite, la sous-commission départementale a fait procéder aux essais suivants :

- ➔ éclairage de sécurité au 3^{ème} étage du lycée, 3^{ème} étage du collège et dans hall du bâtiment ;
- ➔ désenfumage naturel dans l'escalier E du lycée et dans l'escalier A du collège ;

MBG

- action sur un déclencheur manuel au 3^{ème} étage du lycée entraînant la fermeture de l'ensemble des portes d'encloisonnement et de la diffusion de l'alarme générale après une temporisation de 3 minutes ;
- action sur un déclencheur manuel au 3^{ème} étage du collège entraînant la fermeture de l'ensemble des portes d'encloisonnement avec report de l'information sur la baie du SSI et acquittement du processus d'alarme ;
- action sur un déclencheur manuel dans hall du gymnase entraînant la diffusion de l'alarme générale sans temporisation ;
- désenfumage de la salle de restauration au moyen de la commande manuelle.

L'ensemble des essais a été réalisé après coupure de l'alimentation électrique normale du SSI.

Le résultat de ces essais s'est révélé satisfaisant à l'exception de l'éclairage de certains blocs autonomes d'éclairage de sécurité et de la fermeture de certaines portes d'encloisonnement d'escaliers.

AVIS :

A l'issue de la visite, la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur émet un **avis favorable** à la poursuite de l'exploitation de l'établissement.

PRESCRIPTIONS :

Conformément à l'article 40 du décret n° 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, la sous-commission propose la réalisation des prescriptions suivantes :

- 1°) Remédier aux observations formulées dans les rapports précités. Faire consigner sur ces rapports la levée des observations par les techniciens ayant effectué les travaux.
- 2°) Assurer le bon fonctionnement des portes d'encloisonnement des escaliers.
- 3°) Assurer le bon fonctionnement de l'ensemble des blocs d'éclairage de sécurité.
- 4°) Maintenir ouvertes en permanence, pendant l'utilisation de la salle de musculation du bâtiment sport, les portes coulissantes.
- 5°) Mettre à jour le dossier technique amiante et transmettre la synthèse de celui-ci à la direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement ;

Le Présidente de la sous-commission,
Marie-Bénédicte Gouranton

